

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU 14 DECEMBRE 2018

Titulaires présents		Excusés
ALZURI Emmanuel (jusqu'au rapport n°9)	HIRIART-URRUTY Argitxu (à partir du rapport n°4)	CACHENAUT Bernard
BAUDRY Paul	HOUSCADE Robert	CARASCO Olivier
BISAUTA Martine	JUHEL Laurent	CARPENTIER Vincent
BONNAMY Eric	KEHRIG COTTENÇON Chantal	FOURNIER Jean-Louis
CHARRON Martine	LAFLAQUIERE Jean-Pierre	NOUSBAUM Pierre-Marie
DAGORRET François	MENDIBURU Paul	SOROSTE Michel
DARRIBEROUGE Louis	OLIVE Claude	
ETCHEGARAY Jean-Pierre	PONS Yves	
ETCHEGARAY Jean-René	SALDUCCI Jean-Paul (jusqu'au rapport n°7)	
GONZALES Christian	THEBAUD Marie-Ange	
HACALA Germaine (à partir du rapport n°4)	VEUNAC Jacques (pour le rapport n°4)	
HAYE Ghislaine (jusqu'au rapport n°15)	VEUNAC Michel	

Suppléants présents mandatés par des titulaires

Titulaires excusés	Suppléants désignés
LASSERRE-DAVID Florence	GOURGUES Jean-Paul

Procurations de titulaires excusés à des titulaires

Titulaires excusés	Titulaires désignés
ALZURI Emmanuel (à partir du rapport n°10)	ETCHEGARAY Jean-Pierre
IBARLUCIA Michel	ETCHEGARAY Jean-René
IRIGOYEN Jean-François	OLIVE Claude
LESPADE Jean-Marc	GONZALES Christian
NARBAIS-JAUREGUY Eric	CARASCO Olivier
NEYS Philippe	KEHRIG COTTENÇON Chantal
SALDUCCI Jean-Paul (à partir du rapport n°8)	DAGORRET François
THEBAUD Marie-Ange	BISAUTA Martine
VEUNAC Michel	VEUNAC Jacques (pour le rapport n°4)

Secrétaire de Séance : Paul MENDIBURU

OJ N°4 : DEBAT DES ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR L'EXERCICE 2019

Pour rappel, lors de la refonte d'août 2017 du Syndicat des mobilités Pays Basque Adour (SMPBA), le budget général de l'ancien Syndicat des transports de l'Agglomération Côte Basque Adour, ainsi que le budget annexe transports collectifs de l'ancienne Communauté d'Agglomération Pays Basque, ont été modifiés pour donner lieu à la configuration budgétaire suivante :

- un budget principal relevant du plan comptable M14, soumis à la TVA, en mesure de supporter les dépenses et recettes inhérentes à l'extension du périmètre et des compétences du Syndicat ;
- un budget annexe « Transports urbains Pôle Sud Pays Basque », relevant du plan comptable M43, soumis à la TVA, provenant du « Budget Annexe Transports collectifs de personnes Sud Pays Basque » ;
- un budget annexe « Transports scolaires Pôle Sud Pays Basque », relevant du plan comptable M14, non soumis à la TVA, provenant du « Budget Annexe Transports collectifs de personnes Sud Pays Basque ».

En 2018, le SMPBA a missionné une assistance à maîtrise d'ouvrage financière et fiscale sur une refonte du cadre budgétaire, de façon à répondre à :

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

- une volonté d'harmonisation des budgets sur la totalité du ressort territorial et des compétences du Syndicat ;
- la réglementation comptable concernant les modes de gestion différents des services de transport collectif (devant être assuré sous forme de Service Public Industriel et Commercial - SPIC) et des services de transport scolaire (assuré sous forme de Service Public Administratif - SPA) ;
- la sécurisation du cadre de récupération de la TVA.

Le résultat de ce travail, qui a été présenté et validé par les services de la Trésorerie est le suivant :

- un budget principal relevant du plan comptable M14, soumis à la TVA, qui supporte les charges d'administration générale et les frais de stratégie, planification et mobilité douce, en étant financé par les contributions des membres et des subventions de projets d'investissement ;
- un budget annexe « Transports collectifs », géré sous forme de SPIC relevant du plan comptable M43, soumis à la TVA, qui supporte les charges des réseaux Chronoplus, Hégobus et les lignes interurbaines ainsi que les dépenses d'investissement du projet Trambus, en étant financé par les recettes commerciales, le versement transport, la compensation du transfert de la région Nouvelle-Aquitaine, les subventions du projet Trambus et un virement du budget principal ;
- un budget annexe « Transports scolaires », géré sous forme de SPA relevant du plan comptable M14, soumis à la TVA, qui supporte les charges des lignes scolaires de l'ancien pôle Sud Pays Basque et du transfert de la région Nouvelle-Aquitaine, en étant financé principalement par les recettes des abonnements scolaires et la compensation du transfert de la région Nouvelle-Aquitaine.

Cette refonte budgétaire opérationnelle pour le 1^{er} janvier 2019, donne lieu à un processus délibératif anticipé sur la fin d'année 2018, avec ce débat sur les orientations budgétaires qui vous est présenté ici, puis les délibérations suivantes proposées lors du prochain comité syndical :

- délibération proposant les évolutions de la dénomination des budgets annexes existants (conservation des SIRET),
- délibérations actant les transferts de biens et d'activités de budget à budget,
- délibérations proposant des rattachements de dépenses relatives à 2018 mais payées en 2019 sur les budgets correspondants,
- délibérations relatives aux votes des budgets primitifs conformément au schéma budgétaire 2019.

Ces orientations budgétaires s'organiseront en trois parties distinctes :

- l'exécution budgétaire 2018 n'est pas encore finalisée, les chiffres remarquables comme les résultats de fonctionnement et d'investissement, la capacité d'autofinancement ou le ratio de désendettement ne pourront vous être présentés encore. Cependant, nous pourrions vous présenter un Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses, et revenir sur certains points importants qui ont marqué l'année 2018 ;
- une lecture stratégique de la feuille de route du syndicat pour cette année 2019 ;
- la préparation budgétaire qui expose à ce stade les grands équilibres financiers envisagés pour 2019.

I - L'exécution du budget 2018

L'année 2018 a été marquée en grande partie par le transfert des compétences « transport interurbain » et « transport scolaire » provenant de la région Nouvelle-Aquitaine. Les dépenses et recettes inhérentes à ce transfert avaient été inscrites au budget 2018 sur une année pleine, alors que ce transfert de compétences a eu lieu

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

réellement au 1^{er} juillet. Dans le cadre de ce transfert, la région Nouvelle-Aquitaine a versé au SMPBA une compensation de 5,31 M€ au titre du transport scolaire et 1,23 M€ au titre du transport interurbain.

Ce transfert de compétences a également eu pour conséquence la création d'une régie de recettes et d'avances pour l'exploitation du service de transports scolaires sur le territoire du Syndicat des mobilités Pays Basque – Adour, qui encaisse les recettes d'inscriptions scolaires venant des familles. Cette régie a encaissé au 30 novembre la somme de 639 k€.

Au 1^{er} juillet 2018, a été mis en place un taux de 0,5% de taxe versement transport sur le territoire des communes nouvellement incluses dans le ressort territorial du Syndicat des mobilités. Cette taxe versée en août sur les salaires de juillet n'a été perçue par le Syndicat qu'en octobre 2018 en raison d'un décalage de deux mois entre le recouvrement par les URSSAF et le reversement par l'ACOSS. A ce jour, le SMPBA a perçu deux mois de versement de cette nouvelle taxe, pour un total de 826 k€. Le SMPBA a perçu 22,54 M€ de versement transport sur 11 mois pour l'ancien territoire du STACBA, ainsi qu'une compensation de 354 k€ sur le VT 2017 par rapport au changement de seuil.

Deux emprunts ont été contractualisés avec la Banque Postale (14 M€) et la Société Générale (14 M€), conformément à ce qui était prévu au budget primitif. Le capital restant dû au 31 décembre 2018 est de 29,47 M€.

II – La feuille de route 2019

2019 : une stratégie et des projets partenariaux qui s'affirment (DSPT)

Le **Plan de déplacements urbains** (PDU) de l'Agglomération Pays Basque devra voir son projet aboutir en 2019 (518 k€). Sa réalisation ainsi que les phases de concertation seront établis en lien avec les autres documents de programmation (PLUi, SCOT, PCAET, PLH...) en veillant à l'application des protocoles règlementaires de concertation et d'enquête publique. Le projet communautaire sera à ce titre un des vecteurs de la stratégie de ce document de programmation des actions en matière de déplacements.

La démarche de PDU implique également de consolider les données de connaissance des mobilités sur le territoire, c'est pour cela que des enquêtes et des comptages seront réalisés (346 k€). Les analyses des résultats alimenteront les réflexions d'organisation globale des déplacements en offrant la possibilité de focus territoriaux (de type PDU de secteurs).

Une étude d'évaluation préalable à l'acquisition d'un modèle (tous modes, à expertiser), contribuera à apporter une vision complémentaire d'analyse, sur la base de simulations de trafic et de report modal (50 k€). Les réflexions menées en matière d'**échanges autoroutiers**, la mise en œuvre de la rocade urbaine (via A63) et le scénario de tarification préférentielle, induiraient un coût minimal de 405 k€.

Chaque thématique présente dans le PDU nécessite des éclairages qui seront traduits en études au besoin et en lien avec la feuille de route du SMPBA : solutions de **transports à la demande** à expertiser, **covoiturage ou autopartage** ou bien encore un renforcement de l'intermodalité (notamment dans les P+R, au niveau des PEM, en lien avec les réseaux de transports collectifs dont le TramBus et les **infrastructures cyclables**) (785 k€).

En 2018, une des priorités d'action du Syndicat des mobilités a été de poser les conditions du transfert de compétences entre la région Nouvelle-Aquitaine et le Syndicat des mobilités aux plans technique, juridique et

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

financier ainsi que de consolider une stratégie globale autour des questions de valorisation ferroviaire (étoile ferroviaire bayonnaise). 2019 marquera la concrétisation de ces actions partenariales notamment autour du projet de valorisation de **la ligne ferroviaire de la Nive**, des **pôles d'échanges** d'Hendaye (projet Elgarrekin), de Bayonne et de St Jean-de-Luz notamment (1 M€).

La gestion et le suivi des projets financés en partie par des fonds européens seront réalisés. Il s'agit d'une part des projets POCTEFA E-mobask et Smartmob (422 k€), et d'autre part des projets FEDER Elgarrekin (Hendaye), la billettique interopérable ainsi que le PEM de Bayonne.

Une démarche auprès de la région Nouvelle Aquitaine est également conduite pour envisager l'intégration du SMPBA au Syndicat Mixte intermodal de Nouvelle Aquitaine (SMINA) (50 k€).

La **billettique** (2,3 M€) et les **systèmes** (1,94 M€) seront également au cœur des engagements du Syndicat notamment pour permettre la modernisation du réseau et accompagner la mise en œuvre progressive d'un réseau de services mobilités à l'échelle du territoire.

Construire le réseau des mobilités alternatives en 2019 pour l'ensemble du territoire (DSM)

Un des marqueurs forts de la refonte territoriale réside dans la construction progressive d'un réseau de mobilités alternatives à l'échelle du Pays Basque dès 2019. Le budget 2018 a été orienté sur la mise en œuvre de nombreuses études visant à répondre aux recueils des demandes des territoires issus des phases de concertations engagées par le SMPBA. En conséquence, le budget 2019 va bénéficier des premières pierres visant à apporter une première réponse en vue de proposer de nouveaux services de mobilités au plus proche des besoins et attentes de la population.

Sur le plan des offres de transports collectifs terrestres, l'année 2019 va marquer un tournant à plusieurs échelles:

Le réseau **Chronoplus** (29 M€) va connaître une révolution en septembre 2019. Pour accompagner la mise en service de la ligne 1 du Trambus, le réseau associé va être reconfiguré avec pour ambition de hiérarchiser et renforcer l'offre de service au plus proche des développements urbains. Pour 2019, ces adaptations généreront un complément de 100 k€ (+ 1% par rapport au contrat de DSP). D'autre part, certaines lignes du réseau Chronoplus vont quitter leur périmètre historique pour venir desservir les communes de Mouguerre, Villefranque, Bassussarry et Arcangues (240 k€ / 4 mois). Sur le plan des investissements « Bus », 4 minibus seront à renouveler au titre du PPI prévu au contrat de DSP (783 k€). La livraison des 10 premiers Tram Bus Irizar et des stations de charges marquera aussi un important investissement pour le SMPBA en 2019 (8,85 M€).

Le réseau **Hegobus** (4,12 M€) mis en place il y a seulement 2 ans, va bénéficier d'une adaptation de certaines lignes en vue de répondre à la demande croissante sur certaines communes. L'évolution générera un complément de 70 k€ (+ 6% par rapport au contrat de DSP). D'autre part, le réseau Hegobus va également élargir son périmètre contractuel avec une extension de ligne à destination de Cambo, Souraïde et Espelette visant à créer une liaison vers St Jean-de-Luz (50 k€ / 4 mois).

Le réseau interurbain **Transports64** (2,67 M€), suite au transfert de compétence le 1^{er} juillet 2018, offrira une amélioration de son offre aux heures de pointes afin d'augmenter le report modal pour les salariés sur l'ensemble du territoire. Tout d'abord, le renouvellement du contrat de délégation de service public (400 k€) qui doit être effectif en juillet 2019 de la ligne 816 « Bayonne / St Jean-de-Luz / Hendaye » (2^{eme} ligne la plus fréquente de la Région Nouvelle Aquitaine) doit permettre d'améliorer les liaisons rapides Nord/Sud de la partie littorale. D'autre part, les lignes 811, 812, 813 et 814 à destination de Bayonne vont voir leur niveau de service s'améliorer afin de renforcer

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

le niveau d'offre pour être plus attractive pour les communes desservies (811 et 812), mais également offrir un cadencement à 30 min pour améliorer les liaisons vers Hasparren, Ustaritz et Cambo (813 et 814) (+ 100 k€ 4 mois). Enfin, un travail de réorganisation de la seule ligne interurbaine reliant le Pays Basque intérieur est également engagé (810) de même que la ligne Kintoa Mugi (85 k€) qui reste maintenue dans ses mêmes dispositions.

Les rencontres menées dans les territoires ont également permis de faire émerger un besoin de lignes urbaines dans certains secteurs. Afin d'éviter de longues études techniques, le Syndicat des mobilités va lancer des expérimentations en 2019 sur les pôles urbains de Mauléon, Cambo-les-Bains et St Palais (200 k€).

L'ensemble de ces adaptations ou création de service à court terme a pour objectif d'améliorer les liaisons entre les territoires et de répondre à un besoin croissant de mobilités. Bien évidemment, il s'agit d'une première réponse qu'il conviendra de conforter et d'améliorer chaque année en fonction des ressources disponibles et des enseignements issus des expérimentations.

Sur le plan des mobilités durables, les réponses du Syndicat des mobilités seront également multiples :

- le lancement d'un **service fluvial** Boucau / Bayonne par l'Adour revêt un enjeu majeur de liaison rapide entre le Nord de l'agglomération (Sud Landes / Tarnos-Boucau) et Bayonne, en connexion direction avec le Tram'Bus (Service 0,5 M€ - Travaux 1,5 M€). De plus, une expérimentation d'un **service de «taxi boat»** est envisagée sur le plan d'eau de Bayonne de part et d'autre du pont St Esprit à compter de l'été 2019 (Service 250 k€ - Travaux 415 k€) ;
- un service de location moyenne durée de VAE sera proposé à l'échelle des 159 communes (50 k€), avec l'ambition d'inciter les habitants à acheter un VAE au travers notamment d'une subvention du SMPBA (80 k€) ;
- un service de VLS hybride + Free-Floating de courte durée sera déployé à l'échelle des communes du littoral (90 k€), pour répondre au dernier kilomètre ou à la demande touristique ;
- le prolongement du service expérimental de VAE en libre-service pour 6 mois (40 k€) ;
- l'expérimentation lancée par Mauléon de VAE en libre-service sera renforcée avec l'ajout d'une 2^{ème} station (30 k€).

2019 devrait également marquer le début de réflexion sur l'amélioration de la pratique du covoiturage au travers notamment de l'accompagnement vers des sites de mise en relation existants (50 k€). Ceci tout en gardant l'ambition pour le SMPBA de mettre en place une véritable stratégie globale de la pratique du covoiturage (service, site, aménagements ...).

La mise en place d'un Kit entreprise et d'un Kit communes pour lancer des démarches de **Plan de Déplacement Mobilités** sera mise en œuvre (45 k€). Ces outils permettront de toucher beaucoup d'acteurs économiques et institutionnels du territoire.

Sur la question des **Transports Scolaires**, l'année 2019 sera une année de transition avec une stabilisation des services et de l'offre (9,8 M€) avant le renouvellement des marchés en 2020 et le versement de la subvention au AO2 (860 k€). Le Budget TSCO sera à l'équilibre en lien avec le versement de la compensation financière de la RNA et la participation des familles et des communes (10,5 M€).

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Sur le plan contractuel, il est important de noter que les contrats Chronoplus et Hegobus sont directement pénalisés par l'évolution des indices de leur formules d'indexation au travers notamment de l'indice gazole qui aura un impact non négligeable sur les charges annuels le coût des contrats (+ 1,4 M€).

Enfin, sur le plan juridique, et ce au même titre que pour l'année 2018, le BP 2019 prévoira une provision de 500 k€ au titre du recours sur le fond sur le contrat Chronoplus par Transdev (clôture de l'instruction le 19/12/2018).

La participation des communes et de la CAPB au financement des navettes gratuites du pôle Côte Basque Adour est maintenu à hauteur d'1,2 M€.

Le lancement du projet Trambus en exploitation avec la mise en service de la ligne 1 (DID)

L'année 2019 constitue probablement l'année la plus intense en matière de travaux avec la livraison d'une grande majorité des espaces publics et des aménagements de voirie dans le cadre du Trambus. La ligne 1 sera terminée et la partie nord de la ligne 2 en grande partie achevée.

Concernant le projet **TramBus 1**, les travaux continuent sur les secteurs suivants :

- Bayonne (rive gauche et PEM de la gare),
- Anglet (Secteur Bovero Saint Jean et avenue de Biarritz),
- Biarritz (Edouard VII, Javalquinto et avenue de la Marne).

L'ensemble des dépenses liées à ces travaux représente un volume de 15,5 M€ pour les travaux d'aménagement. Les dépenses connexes à ces travaux représentent un montant d'environ 5,1 M€ (frais de MOE, études complémentaires, systèmes, communication, commission d'indemnisation, frais administratifs divers et acquisitions foncières). Le budget total alloué à la ligne 1 pour 2019 est donc de 20,6 M€.

Pour le projet **TramBus 2**, dans la continuité des travaux lancés fin 2018 à Tarnos, la section Boucalaise et la section Bayonne Nord (jusqu'à la côte du Moulin à l'entrée de Bayonne) vont démarrer au début du 1er trimestre. Les engagements financiers pour la section nord de la Ligne 2 (Tarnos, Boucau ainsi que les allées Paulmy à Bayonne) s'élèvent à environ 24 M€. Les dépenses connexes à ces travaux représentent un montant de 2,89 M€ (frais de MOE, études complémentaires, systèmes, communication, commission d'indemnisation, frais administratifs divers). Le budget total alloué à la ligne 2 pour 2019 est donc d'environ 26,89 M€.

Concernant le **dépôt Chronoplus**, la définition du projet de mise en place des installations pour accueillir les véhicules électriques, est en cours de finalisation, pour un démarrage des travaux au 1er trimestre 2019 (études, préchargement du terrain et aménagements de la plateforme d'accueil et du bâtiment). Ceux-ci représentent un engagement financier d'environ 2,5 M€.

Le budget total proposé aux 2 lignes du projet de Trambus pour 2019 est donc porté à près de 51 M€ et confirme la forte montée en activité de la réalisation du Trambus avec des dépenses moyennes de 4,25 M€ par mois, ce qui représente un rythme très soutenu.

Connaître, équiper et améliorer la performance du réseau (DID)

En vue de continuer la modernisation du réseau à l'échelle du nouveau ressort territorial du Syndicat des mobilités, un nouveau marché d'acquisition/installation de **poteaux d'arrêt et de petits mobiliers urbains** va être lancé pour un montant annuel d'environ 100 k€.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Les Schémas directeurs d'accessibilité (ADAP) mis en œuvre en 2015, prévoient, dans le cadre des documents de programmation des ADAP, des **subventions aux communes dans le cadre des aménagements réalisés pour la mise en accessibilité** des arrêts de bus. Il s'agit donc d'assurer la continuité de cette programmation pour les ADAP de l'Ex-ACBA et Ex-ASPB pour un montant de 100 k€.

Concernant les aménagements de voirie, il est proposé :

- **Le chemin de Cazalis** est un élément essentiel pour faciliter l'accès à l'aéroport à partir de l'avenue d'Espagne à Anglet. Cet aménagement de 300 k€ s'inscrit dans la continuité de la gare routière mise en œuvre par l'aéroport et permet de faire une économie substantielle de coûts d'exploitation pour le réseau Chronoplus, en créant un raccourci qui permet de réduire de 1,5 km l'accès à l'aéroport et ainsi réduire fortement les temps de parcours.
- **La ligne 17 (BAB express)** a été mise en service en septembre 2018 avec des aménagements réalisés sur les communes de Bayonne et d'Anglet. Des aménagements sur Biarritz (Cascais) seront réalisés en 2019 pour un montant d'environ 60 k€.
- Pour permettre un programme de renouvellement des marquages (zig zag, colorisations ponctuelles de voies), une enveloppe de 83 k€ est prévue en vue de maintenir en bon état cette **signalisation horizontale**.

III - La préparation budgétaire 2019

Les recettes de fonctionnement (48,35 M€ en 2018 / 56,96 M€ en 2019)

Les recettes commerciales contractuelles du réseau Chronoplus pour l'année 2019 s'élèveront donc à 4,81 M€.

Le montant total du versement transport réalisé en 2018 est inconnu à ce jour car il manque le reversement de décembre. Le montant affiché pour ces orientations budgétaires est donc le même que le montant 2018, soit 25,36 M€. Une hypothèse de maintien de la taxe Versement Transport à 0,5 % sur le reste du territoire du Syndicat des mobilités Pays Basque – Adour (152 communes) augmenterait cette recette de 3,68 M€.

Les contributions de base des collectivités membres (Communauté d'Agglomération Pays Basque et Tarnos) sont maintenues au niveau de 2018 à 5,77 M€, dans un premier temps. Les participations des collectivités au titre des navettes de Bayonne, Biarritz, Anglet, Bidart et de l'hôpital augmentent en raison d'une indexation de 3,6% en 2018 à 1,2 M€. Dans le cadre du financement du service scolaire sur tout le périmètre, le Syndicat percevrait la Dotation Générale de Décentralisation de l'Etat (814,5 k€), des subventions de la Région dans le cadre du transfert de compétences (3,32 M€ pour l'interurbain et 9,12 M€ pour le scolaire), des participations des communes (756 k€) et des participations familiales (700 k€).

Enfin, le programme POCTEFA du FEDER subventionne les projets SMARTMOB et EDERBIDEA pour le fonctionnement à hauteur de 93 k€.

Les dépenses de fonctionnement (46,79 M€ en 2018 / 54,98 M€ en 2019)

Les charges de personnel intègrent le personnel mis à disposition par l'Agglomération auprès du Syndicat dans le cadre d'une convention de mise à disposition des moyens (2,16 M€). Les indemnités des élus représentent 108 k€.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Les intérêts de la dette consistent au remboursement des intérêts des emprunts. Leur montant augmente fortement (941 k€) du fait de la mobilisation d'un emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) pour financer le projet Trambus.

Une provision pour risque est proposée dans le cadre du contentieux notifié au SMPBA par un candidat évincé de l'attribution de la Délégation de Service Public du 01 avril 2017 (500 k€ en 2019 sur 3,71 M€).

Les dépenses d'investissement (56,016 M€ en 2018 / 74,88 M€ en 2019)

Le remboursement du capital de la dette s'élèvera pour 2019 à 1,96 €.

La forte augmentation des dépenses d'investissement (+19 M€ par rapport au voté 2018), résulte de la mise en œuvre des nombreux projets portés par le SMPBA, concentrés sur l'année 2019. Sont à souligner notamment le projet Trambus, les systèmes et les projets ferroviaires.

Les recettes d'investissement (42,22 M€ en 2018 / 44,48 M€ en 2019)

Des investissements réalisés en 2019 par le SMPBA, tels que des projets POCTEFA (E-MOBASK, SMARTMOB, EDERBIDEA), ou le PEM de Bayonne, seraient subventionnés pour 3,23 M€ par le FEDER, la région et/ou le département.

Dans le cadre du projet Tram'bus, et de son plan de financement prévisionnel, un second acompte de l'Agglomération Côte Basque-Adour d'un montant de 5,5 M€, sur une participation totale de 15 M€, sera versé au Syndicat, de même que 6,67 M€ par l'Etat dans le cadre de la convention AFITF et 1 M€ par la commune de Tarnos. Un emprunt auprès de la CDC, serait également mobilisé cette année pour un montant de 28 M€.

Ne sont pas comptés dans ces recettes un Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses de l'année 2018 présentant un excédent de 11 M€, qui participera à l'équilibre budgétaire 2019. Enfin, en attendant la mobilisation de différents partenaires (CD64, CD40, ADEME...) sur le projet Tram'bus, il est proposé d'ouvrir une ligne de trésorerie.

Au vu de cet exposé, le Comité syndical est invité à débattre sur les orientations budgétaires pour l'année 2019.

DONT ACTE

*Fait et délibéré en séance les jours, mois et an que dessus, et le présent extrait certifié conforme au registre.
Certifié exécutoire.*

*Transmis à la Sous-Préfecture
De Bayonne le ... 14 DEC. 2018
Affiché le ... 14 DEC. 2018*

Le Président,

Claude OLIVE



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 14/12/2018
- Par transmission au Contrôle de Légimité le 14/12/2018

JE-ADOUR

59 44 74 88 – Fax : 05 59 44 72 99